

**DIRECTION DE LA COORDINATION
DES POLITIQUES PUBLIQUES
ET DE L'APPUI TERRITORIAL**

Arrêté n° **12.2023.06.13.00005**

du **13 JUIN 2023**

Objet : Arrêté préfectoral complémentaire fixant les prescriptions techniques à respecter en période de sécheresse par la SAS SEVIGNE INDUSTRIES pour l'exploitation de ses installations situées lieu dit « Le Rascalat » sur la commune d'AGUESSAC 12520

LE PRÉFET DE L'AVEYRON
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

- VU** le titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** les articles L. 211-3 et R. 211-66 du Code de l'environnement relatif aux mesures de limitation ou de suspension provisoire des usages de l'eau ;
- VU** le décret n° 2021-795 du 23 juin 2021 relatif à la gestion quantitative de la ressource en eau et à la gestion des situations de crise liées à la sécheresse ;
- VU** l'arrêté du Préfet de la région Occitanie en date du 10 mars 2022 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Adour-Garonne et arrêtant le programme pluriannuel de mesures ;
- VU** l'arrêté Ministériel du 22/09/1994 relatif aux exploitants de carrières ;
- VU** l'arrêté d'orientation de bassin du 24 mars 2023 relatif au renforcement de la coordination des mesures de gestion de la sécheresse sur le bassin Adour Garonne ;
- VU** l'arrêté préfectoral cadre sécheresse n° 12-2022-08-03-00002 en date du 3 août 2022 définissant la limitation départementale ainsi que les seuils de vigilance et les mesures de limitation des usages de l'eau en cas de sécheresse dans l'Aveyron ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 12-2022-06-14-00004 du 14 juin 2022 autorisant la SAS SEVIGNE INDUSTRIES à exploiter la carrière située lieu dit « Le Rascalat » sur le territoire de la commune d'Aguessac 12250 ;
- VU** le projet d'arrêté préfectoral porté le 09 mai 2023 à la connaissance de l'exploitant pour observations éventuelles ;
- VU** les observations présentées par le demandeur sur ce projet en date du 23 mai 2023;
- VU** le décret du 05 octobre 2022 portant nomination de Monsieur Charles GIUSTI en qualité de préfet de l'Aveyron ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 12-2022-10-24-00011 du 24 octobre 2022, portant délégation de signature à Madame Isabelle KNOWLES secrétaire générale de la préfecture de l'Aveyron ;

Considérant qu'il y a lieu d'adapter les prescriptions de l'arrêté préfectoral cadre sécheresse au cas particulier de l'installation classée ;

Considérant que l'établissement est autorisé à prélever pour les besoins de son fonctionnement dans une ressource en eau qui dans certaines conditions de sécheresse, doit être protégée ;

Considérant que le prélèvement de l'établissement est réalisé dans le « Lumensonesque » qui appartient au secteur hydrographique du Tarn Amont code SDAGE masse d'eau FRFR367 ;

Considérant que le prélèvement des eaux superficielles du « Lumensonesque » n'excède pas 20 000m³ sur les 3 dernières années et que ces économies résultent de :

- l'utilisation des eaux de pluie (ruissellements) ;
- d'un ensemble de bassins de récupération et stockage des eaux de pluie ;
- d'une unité de recyclage en circuit fermé des eaux de process (80 %) ;
- de la mise en place d'équipements (buses, gradins, réseaux de dérives pour intercepter les eaux de ruissellement) ;
- de la surveillance de l'étanchéité des réseaux ;
- du renforcement du suivi de la consommation avec (registre au quotidien dans cadre d'alerte vigilance à crise).

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de l'Aveyron ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Sans préjudice des prescriptions édictées par des actes antérieurs ou par des arrêtés ministériels qui leur sont applicables, les installations exploitées par la société SAS SEVIGNE INDUSTRIES sur la commune de D'AGUESSAC sont soumises aux prescriptions complémentaires suivantes lorsque dans la zone d'alerte dans laquelle sont implantées les installations et notamment les ouvrages de prélèvement, un arrêté constate le franchissement des seuils de vigilance, d'alerte , d'alerte renforcée ou de crise.

L'information sur les zones d'alerte (sous-bassin hydrographique ou secteur de masse d'eau souterraine) et les niveaux de gestion sécheresse, sont disponibles sur le site internet de la préfecture et sur le site PROPLUVIA <http://propluvia.developpement-durable.gouv.fr/>.

Le dispositif reste activé jusqu'à l'information officielle de fin de situation de sécheresse.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires permettant :

- de réduire les prélèvements et la consommation d'eau
- limiter des rejets polluants.

ARTICLE 2 – PRÉLÈVEMENTS D'EAU

Les dispositions de l'article **4.2.1 "Origine des approvisionnements en eau"** de l'arrêté préfectoral du 14 juin 2022 susvisé sont modifiées par :

Les prélèvements d'eau sont autorisés dans les quantités suivantes :

- 25 000 m³ par an dans le cours d'eau du Lumensonesque masse d'eau Tarn Amont, code SDAGE FRFR367 ;
- 300 m³ par an dans le réseau d'eau potable issu du captage Puits d'Aguessac.

ARTICLE 3 – MESURES DE RESTRICTIONS

En période de sécheresse l'exploitant suspend toutes les consommations d'eau sans lien direct avec la production et procède à des réductions du prélèvement d'eau dans le cours d'eau du Lumensonesque:

- seuil d'alerte : réduction du prélèvement d'eau de 5 %
- seuil d'alerte renforcée : réduction du prélèvement d'eau de 10 %.

En cas de seuil de crise, le préfet pourra prendre en urgence des mesures de réduction supplémentaire dans le cours d'eau du Lumensonesque avec une réduction du prélèvement d'eau qui pourrait être à minima de 25 %.

Les taux de réduction s'appliquent au niveau de prélèvement moyen sur une période comparable.

ARTICLE 4 - BILAN

À l'issue de chaque période estivale et lorsqu'un niveau de gestion sécheresse (alerte, alerte renforcée ou crise) a été déclenché par arrêté préfectoral sur la zone d'alerte où sont localisés ses prélèvements, l'exploitant établit un bilan environnemental des actions conduites comportant :

- l'évaluation a posteriori des mesures mises en places,
- un volet quantitatif des prélèvements et rejets évités,
- les coûts afférents
- une proposition de modifications des mesures précisées à l'article 4 avec le cas échéant de nouvelles mesures.

Ce bilan environnemental est adressé à l'inspection des installations classées un mois après la fin des restrictions de prélèvement en eau.

ARTICLE 5 - RECOURS

Conformément à l'article R. 181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré à la juridiction administrative :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

ARTICLE 6 – INFORMATION DES TIERS

- Conformément à l'article R. 181-44 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers :
- Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale complémentaire est déposée à la mairie d'Aguessac et peut y être consultée ;
- Un extrait de ces arrêtés est affiché à la mairie d'Aguessac pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

- L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture qui a délivré l'acte pendant une durée minimale d'un mois ;
- L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

ARTICLE 7 – EXÉCUTION ET COPIE

La Secrétaire Générale de la préfecture de l'Aveyron le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie et le Maire d'Aguessac sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation est notifiée à l'exploitant.

Rodez, le **13 JUIN 2023**

Pour le Préfet et par délégation
La Secrétaire Générale



Isabelle KNOWLES